

N° 140  
**S É N A T**

---

Le 31 août 2012

SESSION ORDINAIRE DE 2011-2012

---

---

## **RÉSOLUTION EUROPÉENNE**

*sur le rôle des organisations de producteurs  
dans la négociation du prix du lait.*

*Est devenue résolution du Sénat, conformément à  
l'article 73 quinquies, alinéas 4 et 5, du Règlement du  
Sénat, la résolution adoptée par la commission des  
affaires économiques dont la teneur suit :*

---

**Voir les numéros :**

**Sénat : 723 (2011-2012).**

Le Sénat,

Vu l'article 88-4 de la Constitution,

Vu le règlement (UE) n° 261/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 portant modification du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers,

Vu la proposition de règlement délégué (UE) de la Commission du 28 juin 2012 complétant le règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la coopération transnationale et les négociations contractuelles des organisations de producteurs dans le secteur du lait et des produits laitiers (E 7476),

Vu la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés des produits agricoles - Règlement OCM unique (E 6723),

Vu la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) – (E 6724),

Rappelle que l'article 42 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dispose que « *Les dispositions du chapitre relatif aux règles de concurrence ne sont applicables à la production et au commerce des produits agricoles que dans la mesure déterminée par le Parlement européen et le Conseil* » ;

Considérant que les organisations de producteurs sont amenées à jouer un rôle structurant et déterminant pour le secteur laitier, et qu'il faut accompagner les éleveurs dans leur démarche d'adhésion ;

Considérant que l'interprofession laitière, le centre national interprofessionnel de l'économie laitière (CNIEL), joue un rôle essentiel dans l'organisation de la filière et que son rôle d'éclairage des marchés par la publication d'indices de tendance doit être conforté ;

Considérant que la publication d'indices de tendance peut apporter une contribution utile à l'ensemble de la filière et paraît parfaitement conciliable avec le respect des règles de concurrence ;

Encourage le Gouvernement à développer des actions d'information partout en France pour expliquer le rôle des organisations de producteurs ;

Souhaite que la réussite des organisations de producteurs du secteur laitier puisse servir de modèle et de référence à d'autres secteurs ;

Estime que le 2 de l'article 8 de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) (E 6724) pourrait être complété par les mots : « *ils peuvent également être consacrés aux regroupements des producteurs afin de leur permettre de mieux peser dans le partage de la valeur ajoutée* » et « *de renforcer la position des producteurs sur le marché* » ;

Souhaite que le c du 1 de l'article 108 de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés des produits agricoles - Règlement OCM unique (E 6723) – relatif aux interprofessions, soit complété par un *xii* ainsi rédigé :

*xii) « Publier des données statistiques et des indices de tendance relatifs aux marchés, aux coûts de production et aux prix. »*

*Devenue résolution du Sénat le 31 août 2012.*

*Le Président,*

*Signé : Jean-Pierre BEL*